

Reubens, Edwin P (Ed.). *The Challenge of the New International Economic Order*. Boulder (Colorado), Westview Press, 1981, 316 p.

Philippe Brillard

Volume 14, numéro 1, 1983

La politique étrangère du Canada dans les années quatre-vingt

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701476ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701476ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brillard, P. (1983). Compte rendu de [Reubens, Edwin P (Ed.). *The Challenge of the New International Economic Order*. Boulder (Colorado), Westview Press, 1981, 316 p.] *Études internationales*, 14(1), 173–174.
<https://doi.org/10.7202/701476ar>

une présentation d'un cas concret de négoce sur le blé. La seconde partie, introduite par l'analyse du concept de filière, se présente comme une série d'études de politiques et stratégies (des producteurs ou acheteurs); sans mésestimer l'apport des autres contributions, on signalera l'intérêt des exemples portant sur des produits alimentaires, café, cacao, sucre. Le sucre encore se retrouve dans la troisième partie, plus générale, de même qu'une autre matière première particulièrement stratégique, l'étain. Cette partie évoque en outre quelques « grandes manoeuvres » internationales, à visée stabilisatrice (les accords internationaux de produits et le programme intégré des produits de base de la (CNUCED) ou déstabilisante (l'embargo américain sur les ventes de céréales à l'URSS).

L'hétérogénéité des articles, le caractère d'échantillonnage que revêt fatalement la sélection, constituent sans doute une faiblesse de ce recueil pris isolément, faiblesse qui s'atténue si on envisage la collection « Bibliothèque des matières premières » dans son ensemble. Il faudrait sans doute suggérer aux « éditeurs » d'élaborer et publier non seulement, comme ils en ont l'intention, un recueil de statistiques du commerce international des matières premières (à mettre à jour régulièrement!), mais aussi, tâche bien plus redoutable, un manuel dans lequel s'inséreraient en complément les contributions des séminaires passés et à venir.

Marie LAVIGNE

*Centre d'Économie Internationale
des Pays socialistes
Université de Paris I*

REUBENS, Edwin P (Ed.). *The Challenge of the New International Economic Order*. Boulder (Colorado), Westview Press, 1981, 316 p.

Les débats sur le Nouvel ordre économique international constituent sans doute le thème le plus largement représenté dans les recherches actuelles sur les relations internationales. Il faut par ailleurs reconnaître que le Nouvel ordre économique international a don-

né lieu jusqu'à aujourd'hui à beaucoup plus d'exercices rhétoriques que de réalisations concrètes, ce qui tend parfois à susciter un sentiment de lassitude.

L'ouvrage édité par Edwin P. Reubens apporte toutefois une indéniable contribution à ce débat en cherchant à confronter les propositions de Nouvel ordre économique international aux conditions concrètes régnant dans le système international, dans les organisations internationales et à l'intérieur des États. En effet, les diverses études de ce livre qui portent sur des aspects très précis du Nouvel ordre économique international – par exemple la croissance démographique et ses liens avec le développement économique, la division internationale du travail et l'importation dans les pays industrialisés de produits manufacturés en provenance du Tiers Monde, le transfert de technologie, le rôle des sociétés multinationales, l'organisation du système financier international, etc.. – ont pour objectif d'examiner les propositions de restructuration des relations économiques internationales en mettant en question leur degré de nouveauté et en se demandant dans quelle mesure elles sont vraiment réalisables.

Ce souci de réalisme manifesté par les auteurs de l'ouvrage a néanmoins ses limites. On constate en effet une tendance à introduire dans l'appréciation des contraintes du monde réel une logique que rejette précisément le Tiers Monde, car fondée sur les intérêts des pays industrialisés et du système économique mondial que ces pays dominent. C'est ainsi que la plupart des auteurs, tout en reconnaissant les problèmes des pays en voie de développement – pauvreté, déséquilibre des échanges commerciaux, faible productivité, accumulation des dettes, etc.. – tendent à refuser de rattacher ces problèmes à la structure du système économique international et au rôle qu'y jouent les pays industrialisés.

On trouve dans plusieurs des chapitres de l'ouvrage, notamment celui rédigé par Paul Streeten, l'affirmation du danger que représenterait un jeu à somme nulle entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés, ce qui conduit à prôner un jeu à

somme positive qui serait au bénéfice de tous. Une telle attitude revient toutefois à adopter le discours de l'interdépendance et la logique du système économique mondial actuel en niant l'existence du conflit politique et en mettant entre parenthèses les véritables enjeux de ce conflit. On rencontre ici les limites d'une analyse tendant à ne prendre en compte que la dimension économique des problèmes et donc à tronquer la nature politique des revendications du Tiers Monde pour lequel la souveraineté économique est conçue comme une condition indispensable à l'exercice d'une pleine souveraineté politique.

Philippe BRAILLARD

*Institut universitaire de
hautes études internationales, Genève*

STERNHEIMER, Stephen, *East-West Technology Transfer: Japan and The Communist Bloc*, Beverly Hills (CA.), Sage Publications, The Washington Papers, no 76, 1980, 88 p.

Ce livre est le second d'une série de deux, portant sur les transferts de technologie entre l'Europe de l'Ouest et l'URSS; j'ai d'ailleurs déjà eu l'occasion de faire la critique du premier il y a quelques mois.*

L'ouvrage du Dr. Sternheimer porte sur un thème apparemment semblable mais fait état d'une situation et d'une mentalité très différentes. Comme sa collègue Dr. Yergin, le Dr. Sternheimer se concentre presque exclusivement sur le côté occidental (si l'on peut appeler ainsi le Japon) de l'inéquation technologique Est-Ouest. La nature de l'assimilation par les Soviétiques des technologies japonaises, les effets de cette assimilation et la distinction possible entre l'assimilation des technologies japonaises et celles des technologies

ouest-européennes et américaines ne sont que mentionnés par l'auteur et restent à toutes fins pratiques à l'extérieur de son cadre d'analyse. Ceci est compréhensible, quoique regrettable, car ces questions requièrent l'attention d'un spécialiste qui se sentirait à l'aise dans les questions ayant trait au contenu des technologies transférées tandis que l'auteur de ce livre est un politologue et un spécialiste en administration urbaine. On ne devrait pas reprocher à l'auteur de ne pas avoir fait ce qu'il n'avait pas promis. Il reste néanmoins que l'intégration de l'analyse du contenu technique dans les études portant sur les politiques des sciences et des technologies est très rare ce qui ne peut que nuire à notre compréhension de ces problèmes complexes où la politique, le social et la technique forment une entité difficilement divisible.

Pourtant, dans les limites que l'auteur s'était fixé, l'ouvrage est bien fait et intéressant. Divisé en quatre chapitres le livre commence par une introduction aussi brève que perspicace intitulée « How not to look at East-West Technology Transfer ». Dans cette introduction le Dr. Sternheimer démontre les pièges que tend une « américanisation » des intentions et des contraintes propres à chacun des alliés des États-Unis dans leurs relations avec l'autre superpuissance.

Dans le premier chapitre l'auteur présente un survol des pratiques régulatrices dans le domaine de l'exportation au Japon. À la différence de la plupart des pays occidentaux, les raisons militaires et politiques n'apparaissent pas dans la législation japonaise ayant trait au contrôle des exportations de produits et du savoir-faire. En fait les contrôles des exportations n'avaient pas été érigés au Japon en tant qu'instruments de politique étrangère, de guerre économique ou de sécurité nationale. Une autre différence importante, surtout par rapport aux États-Unis, est le caractère consensuel plutôt que conflictuel que les contrôles des exportations ont au Japon.

Le deuxième chapitre est consacré à la présentation des données quantitatives sur le commerce entre le Japon et les pays communistes. Ce chapitre se termine par un avertisse-

* YERGIN, A.S., *East-West Technology Transfer: European Perspectives. The Washington Papers N. 75*, Beverly Hills CA: Sage Publications, 1980, recensé dans les *Études internationales*, volume XIII, n° 1, mars 1982, p. 190.